

Étendre la langue et la culture au-delà de l'ethnicité (1900-1960) : le *Toronto Seperate School Board* et la Commission des écoles catholiques de Montréal

Jean-Philippe Croteau

Chercheur indépendant (Canada)

Résumé : Le *Toronto Separate School Board* (TSSB) et la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) ont d'abord été fondés dans le milieu des années 1840 pour transmettre l'héritage des groupes ethniques qu'ils représentaient : les Irlandais et les Canadiens français. Cependant, au cours du 20^e siècle, ils élargissent le bassin de leur clientèle traditionnelle aux immigrants pour renouveler leur population et consolider le poids sociopolitique des catholiques de langue anglaise à Toronto et des Canadiens français à Montréal. Ce texte cherche donc à établir que la reformulation du discours du TSSB et de la CECM ainsi que l'élaboration de nouvelles politiques éducatives à l'intention des immigrants ont reconfiguré les frontières de l'ethnicité pour les repousser à une appartenance désormais définie davantage par la langue, la culture et les valeurs civiques.

Mots-clés : éducation; immigrants; catholicisme; langue; Montréal; Toronto; paroisses; écoles séparées; écoles catholiques; programmes d'études

Abstract: The Toronto Separate School Board (TSSB) and the Montreal Catholic School Commission (*Commission des écoles catholiques de Montréal*, CECM) were first created in the mid-1840s to pass on the heritage of the ethnic groups which they represented, namely the Irish and French Canadians. However, in the 20th century, they extended their traditional client base to immigrants in order to ensure the renewal of their populations and to strengthen the socio-political clout of English-speaking Catholics in Toronto and of French Canadians in Montreal. This paper aims to establish that a change in the TSSB and CECM discourse reconfigured the borders of ethnicity insofar as from that point on, the concept of belonging became increasingly defined by language, culture, and civic values.

Key words: education; immigrants; Catholicism; language; Montreal; Toronto; parishes; separate schools; Catholic schools; study programs

Les systèmes scolaires séparés en Ontario et catholiques au Québec ont souvent été présentés comme imperméables ou résistants au pluralisme culturel et au changement social. Ce regard qui tranche avec l'analyse sur les écoles publiques en Ontario et les écoles protestantes au Québec qui sont perçues sous un jour plus favorable, davantage rattachés au mouvement libéral et progressiste ou à la « modernisation » de la société. Or, il apparaît, à la suite du dépouillement des archives des commissions scolaires, que le *Toronto Separate School Board* (TSSB) et la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), loin de se confiner à une attitude attentiste ou défensive, se sont adaptés au pluralisme culturel, au cours de la première moitié du 20^e siècle, en modifiant leur discours éducatif et en adoptant de nouvelles politiques qui reflétaient les transformations de leur milieu social.

Ces deux institutions ont d'abord été fondées pour répondre aux besoins éducatifs en milieu urbain, mais aussi pour transmettre l'héritage national, religieux et culturel des groupes ethniques qu'elles représentaient – les Irlandais et les Canadiens français. Cependant, au cours du 20^e siècle, elles élargissent le bassin de leur clientèle traditionnelle aux immigrants pour étendre les frontières du groupe ethnoreligieux à une communauté politique fondée sur l'appartenance au catholicisme et aussi à une langue publique qui joue progressivement un rôle intégrateur à une culture civique. Il s'agit le plus souvent d'une réponse à une crise démographique, alors que le TSSB et la CECM cherchent à renouveler leurs effectifs scolaires afin de contrer respectivement la minorisation des catholiques à Toronto ou le déclin des francophones à Montréal, grâce à l'apport de l'immigration, qui permet de consolider ou de raffermir leur poids politique.

À ce titre, le TSSB et la CECM ont constitué un vaste théâtre d'expérimentation où de nouvelles identités en émergence, plus inclusives, fondées davantage sur la langue, la culture et les valeurs citoyennes, ont été

définies et expérimentées auprès des immigrants. Ainsi, les écoles séparées de Toronto ont fait la promotion d'un *Canadian English Catholic Identity*, alors que les écoles catholiques de Montréal ont tenté de favoriser l'émergence du français comme langue de convergence culturelle au sein du catholicisme. Dans ce texte, nous tenterons de montrer que le TSSB et la CECM ne font pas que s'adapter au pluralisme culturel qui les interpelle en tant qu'institutions nationales des groupes majoritaires du catholicisme torontois et montréalais. Ils sont souvent eux-mêmes des agents de changement qui participent à la mise en place de nouveaux rapports sociaux entre la société d'accueil et les immigrants et contribuent à la redéfinition, ainsi qu'à la construction d'un espace identitaire et civique au cœur de la Cité.

Éducation et immigrants : état de la question

L'historiographie sur les écoles publiques à Toronto demeure peu étendue à ce jour. Les historiens se sont plutôt penchés sur les avancées de l'éducation à l'échelle de la province. De plus, l'histoire de l'intégration des nouveaux arrivants au sein du système scolaire public torontois reste encore à faire même si Toronto a constitué et continue d'être la principale porte d'entrée à l'immigration au Canada. Ces études se penchent surtout sur les relations entre l'État, les élites politiques et sociales et les communautés locales dans l'instauration d'un système scolaire public¹.

¹ Alison Prentice, *The School Promoters, Education and Social Class in Mid-Nineteenth Century Upper Canada*, Toronto, McClellan & Stewart Inc., 1977; Neil MacDonald et Alf Chaiton, *Egerton Ryerson and His Times*, Toronto, Macmillan Company of Canada Limited, 1978; Robert M. Stamp, *The Schools of Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, Ontario Historical Studies Series, 1982; Bruce Curtis, *Building the Educational State: Canada West, 1836-1871*, London, Althouse Press, 1987; et Susan E. Houston et Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988.

L'historiographie canadienne accorde paradoxalement une grande importance à l'histoire du système d'éducation de la minorité catholique en Ontario. Cette production historiographique s'inscrit sans doute, entre autres, dans une démarche politique de certains représentants de la minorité pour rappeler l'enracinement des écoles séparées dans la trame historique de l'Ontario et pour appuyer la légitimité de certaines de leurs revendications éducatives. Les ouvrages sur le sujet présentent souvent l'évolution et l'essor des écoles séparées sous une perspective conflictuelle au sein de la société ontarienne, soit religieuse – la minorité catholique *versus* la majorité protestante² –, soit linguistique – la minorité francophone *versus* la majorité anglophone³. De plus, l'histoire des écoles séparées de l'Ontario a été analysée principalement à travers le filtre des « peuples fondateurs » – un titre réclamé par les Irlandais à l'instar des Canadiens français – portant peu d'attention au processus d'intégration sociale des fils et des filles d'immigrants.

Au Québec, les études ethniques ont rapidement été indissociables de la question de l'intégration des immigrants à la société francophone

² Franklin Walker, *Catholic Education and Politics in Upper Canada*, Toronto, J. M. Dent & Sons Ltd, 1954; Franklin Walker, *Catholic Education and Politics in Ontario*, Toronto, Thomas Nelson & Sons Ltd, 1964; Franklin Walker, *Catholic Education and Politics in Ontario: From the Hope Commission to the Promise of Completion (1945-1985)*, Toronto, Catholic Education Foundation of Ontario, 1986; Robert M. Stamp, *The Historical Background of Separate Schools in Ontario*, Toronto, Ontario Ministry of Education, 1985; Michael Power, *A Promise Fulfilled, Highlights in the Political History of Catholic Separate Schools in Ontario*, Ontario Catholic School Trustee's Association, 2002; et Robert T. Dixon, *We Remember, We Believe, A History of Toronto's Catholic Separate School Boards, 1841 to 1997*, Toronto, Toronto Catholic District School Board, 2007.

³ Robert Choquette, *La foi gardienne de la langue en Ontario : 1900-1950*, Montréal, Bellarmin, 1987; Chad Gaffield, *Language, Schooling and Cultural Conflict: The Origins of the French-Language Controversy in Ontario*, Kingston, Ontario, McGill-Queen's University Press, 1987. Pour l'éducation secondaire des francophones, voir Stéphane Lang, *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire, (1910 - 1968)*, thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2003.

majoritaire. Le phénomène de l'anglicisation des immigrants avant la législation linguistique des années 1970 a été discuté et évalué par les historiens. Cette question revient périodiquement sur la scène publique sous la forme de débats polémistes entre les historiens qui revêtent nécessairement des implications politiques. Sans nier les problématiques liées à la mobilité sociale et à la promotion économique, certains auteurs considèrent que les élites éducatives catholiques, empreintes d'un conservatisme religieux et culturel, bien souvent doctrinaire, portent une grande responsabilité dans l'anglicisation des immigrants en dirigeant ceux de foi catholique vers l'école anglaise et en fermant les portes de leurs institutions aux non catholiques. Le processus d'intégration des communautés juive et italienne à la minorité anglophone à Montréal a été analysé particulièrement sous cet angle⁴.

Toutefois, ce point de vue ne fait pas l'unanimité. D'autres auteurs évoquent plutôt des raisons liées au financement des écoles publiques, à l'accessibilité aux études supérieures et aux avantages économiques que procure une éducation en anglais pour expliquer le choix des immigrants de fréquenter les écoles anglo-catholiques ou les écoles protestantes⁵.

⁴ David Rome et Jacques Langlais, *Juifs et Québécois, 200 ans d'histoire commune*, Montréal, Fides, 1986; Michael D. Behiels, « The Commission des Écoles catholiques de Montréal and the Neo-Canadian Question: 1947-63 », *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*, vol. XVIII, n° 2, 1986, p. 38-64; Donat J. Taddeo et Raymond C. Taras, *Le débat linguistique au Québec, La communauté italienne et la langue d'enseignement*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987; Pierre Anctil, *Le rendez-vous manqué, Les Juifs face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1988; Marc Anderson et Jack Jedwab, « Retour vers le futur (commentaire sur le rapport Lacoursière) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, n° 1, automne 1996, p. 48-54; Gerald Tulchinsky, *Branching Out, The Transformation of the Canadian Jewish Community*, Toronto, Stoddart, 1998; Pierre Anctil, « Rien de plus qu'une tolérance légale », *Le Devoir*, 6 mai 1999.

⁵ Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Montréal, Boréal, 1996; Robert Gagnon,

Enfin, d'autres auteurs ont considéré que le système scolaire protestant était davantage associé à des valeurs qu'à une religion proprement dite contrairement aux écoles catholiques. Dans ces circonstances, ces historiens ont tendance à considérer que les écoles protestantes étaient pratiquement « neutres » sur le plan confessionnel ou même laïque et, par conséquent, mieux préparées à gérer les défis du pluralisme culturel et religieux que les écoles catholiques, ce qui expliquerait leur succès auprès des immigrants⁶.

Écoles séparées à Toronto, une institution nationale

Toronto, dans la deuxième moitié du 19^e siècle, est une société composée d'un noyau majoritaire religieux et ethnique qui provient essentiellement des îles Britanniques (Angleterre, Écosse, Pays de Galles et Irlande) et qui compose, selon les années, entre 85 % et 97 % de la population⁷. Sur le plan

« Pour en finir avec le mythe : le refus des écoles catholiques d'accepter les immigrants », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, n° 1, 1997, p. 121-141; Robert Gagnon, « Pour en finir avec le mythe », *Le Devoir*, 1^{er} -2 mai 1999; Jean-Philippe Croteau, *Le financement des écoles publiques à Montréal (1869-1973) : deux poids, deux mesures*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, UQAM, 2006; Miguel Simão Andrade, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et l'intégration des immigrants et des minorités ethniques à l'école française de 1947 à 1977 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, n° 4, 2007, p. 455-486.

⁶ Voir Nathan H. Mair, *Protestant Education in Quebec, Notes on the History of Education in the Protestant Public Schools of Quebec*, Québec, Comité protestant, Conseil supérieur de l'éducation, 1981; Nathan H. Mair, *Recherche de la qualité à l'école publique protestante du Québec*, Québec, Comité protestant, Conseil supérieur de l'éducation, 1981; Roderick MacLeod et Mary Anne Poutanen, *A Meeting of the People, School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801-1998*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University, 2004; et Roger P. Magnuson, *The Two Worlds of Quebec Education During the Traditional Era, 1760-1940*, London, The Althouse Press, 2005.

⁷ *Recensements du Canada (1851-1901)*, cité dans James Careless, *Toronto to 1918, An Illustrated History, The History of Canadian Cities*, Toronto, James Lorimer & Company Publishers and National Museum of Man, National Museums of Canada, 1984, p. 201-202; James Lemon, *Toronto since 1918, An Illustrated History, The History of Canadian Cities*, Toronto, James Lorimer & Company Publishers and National Museum of Man, National Museums of Canada, 1985, p. 197.

religieux, c'est à peine plus hétérogène. Entre les trois-quarts et le quatre cinquièmes de la population torontoise sont affiliés à une Église protestante. Avant le 20^e siècle, il s'agit donc d'une ville essentiellement protestante avec une importante minorité catholique. Cette société à prédominance britannique et protestante fait consensus sur un certain nombre de principes, de normes, de valeurs et une culture commune. La majorité britannique et protestante s'appuie sur les écoles publiques pour transmettre à la population une *anglo-conformity* fondée sur l'adhésion à la culture britannique, aux valeurs religieuses et sociales protestantes et à l'allégeance à la Grande-Bretagne, à ses institutions politiques et à l'Empire. La minorité catholique, elle aussi, homogène, se concentre autour de l'élément irlandais et fait opposition au consensus protestant grâce à un réseau diversifié d'institutions religieuses, sociales et éducatives.

Les écoles séparées en Ontario sont fondées dans les années 1840, grâce à la lutte énergique menée par l'épiscopat catholique, la presse, les associations et les sociétés nationalistes irlandaises qui s'appuient sur la présence d'immigrants catholiques, toujours plus nombreux, qui fuient la famine en Irlande. Elles sont une réponse aux écoles publiques, mises en place à la même époque par le surintendant de l'instruction publique du Canada-Ouest, Egerton Ryerson, qui, bien qu'elles se proclament non sectaires en théorie, sont perçues par le clergé catholique et les nationalistes irlandais comme un instrument d'assimilation culturelle et religieuse aux mains de la majorité protestante. Au terme de ces luttes, les catholiques parviennent à obtenir le droit d'établir et d'administrer leur propre système scolaire, de verser leurs taxes scolaires aux écoles séparées et que celles-ci soient admissibles aux subventions gouvernementales⁸.

⁸ Au sujet des luttes des catholiques pour les écoles séparées en Ontario, voir aussi Mark G. McGowan, *Enduring Gift Catholic Education in the Province of Ontario*, Toronto, University of St. Michael College, Ontario Catholic School Trustee's Association, 2011.

De plus, les acquis des catholiques sont protégés par l'article 93 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* (AANB) adopté lors de l'instauration du nouveau régime politique, la Confédération, en 1867. L'article 93 reconnaît l'éducation comme un domaine de compétence provinciale et assure que les lois scolaires adoptées au Canada-Ouest continuent d'être en vigueur dans la nouvelle province de l'Ontario. Les mêmes dispositions existent pour les protestants du Québec. Cependant, jusqu'aux années 1960, les écoles séparées seront considérées comme un mal nécessaire par les élites politiques et éducatives ontariennes qui feront une interprétation prudente pour ne pas dire restreinte de l'article 93 lors de l'adoption des lois scolaires et qui traduit leur opposition de principe aux écoles séparées. Ainsi, dans les faits, les écoles séparées se trouvent défavorisées par rapport aux écoles publiques en ne disposant pas du même accès aux ressources financières. Le gouvernement provincial et la majorité protestante n'ont jamais caché leur préférence pour le système d'écoles publiques, mais les écoles séparées sont considérées par les législateurs et les élites dirigeantes comme un moindre mal pour conserver l'harmonie de la société et elles seront bon gré mal gré tolérées dans le paysage politique ontarien⁹.

L'école séparée vise à offrir une éducation religieuse imprégnée de la doctrine du catholicisme, mais joue aussi un rôle dans la transmission

⁹ En fait, deux interprétations s'affronteront sur la portée de l'article 93 et ses implications juridiques. Un premier point de vue, *restrictionist*, postule qu'aucune forme de concession supplémentaire ne devrait être accordée aux écoles séparées hormis celles prévues par l'article 93 et acquises avant l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* (AANB). À l'autre bout de la lorgnette, il y a l'avis des *extensionnists* qui postulent que les droits scolaires des catholiques devraient être revus périodiquement pour être adaptés aux transformations de la société. Ainsi, les écoles séparées devraient recevoir le soutien de l'État et la même part des fonds publics que les écoles publiques. Voir Robert Stamp, *The Historical Background...*, *op. cit.*, p. 5-6. Voir aussi Robert T. Dixon, *The Ontario Separate School System and Section 93 of the British North America Act*, thèse de doctorat (éducation), Toronto, University of Toronto, 1976, 854 p.

identitaire de l'héritage irlandais fondé sur une culture, des traditions et une histoire nationale¹⁰. Les écoles séparées ne tendent pas uniquement à offrir une alternative aux enfants irlandais contre les menaces du *secularism* et de l'assimilation qui les guettent dans les écoles publiques. Les évêques de Toronto, M^{gr} de Charbonnel et son successeur, M^{gr} Lynch, en font aussi un instrument destiné à façonner des comportements normatifs pour éradiquer les fléaux sociaux comme la pauvreté, la criminalité et l'alcoolisme qui sévissent au sein de la population irlandaise fortement prolétarisée et paupérisée¹¹.

Cependant, les écoles séparées devront faire face à d'importantes transformations sociales à partir du 20^e siècle. Dans le dernier tiers du 19^e siècle, la minorité catholique de Toronto était surtout constituée d'immigrants irlandais. Au début du siècle suivant, le tissu ethnique de la collectivité catholique se diversifie avec l'arrivée d'immigrants ukrainiens, allemands, lithuaniens, polonais et italiens. En 1851, les catholiques, qui ne sont pas d'extraction irlandaise, constituent cinq pour cent de la population contre vingt pour cent cinquante ans plus tard¹².

Écoles séparées, agentes d'assimilation

Auparavant, l'école séparée visait à assurer la préservation de l'identité culturelle et religieuse des Irlandais établis à Toronto. Au tournant du 20^e siècle et plus particulièrement au lendemain de la Première

¹⁰ Murray W. Nicolson, « Irish Catholic Education in Victorian Toronto: An Ethnic Response to Urban Conformity », *Histoire sociale – Social History*, vol. 17, 1984, p. 287-306.

¹¹ Murray W. Nicolson, « Irish Tridentine Catholicism in Victorian Toronto: Vessel for Ethno-religious Persistence », *Canadian Catholic History Association (CCHA), Study Sessions*, vol. 50, 1983, p. 415-436.

¹² Murray W. Nicolson, « The Other Toronto: Irish Catholics in a Victorian City, 1850-1900 », dans Gilbert Stelter et Alan Artibise (dir.), *The Canadian City*, Ottawa, Carleton University Press, 1984, p. 341.

Guerre mondiale, les élites irlandaises, religieuses et laïques attribuent une nouvelle fonction sociale à l'école séparée, celle de former des citoyens canadiens de langue anglaise et de foi catholique. Cette nouvelle vocation de l'école séparée traduit la volonté des générations irlandaises, désormais nées et enracinées au pays, d'intégrer davantage la société majoritaire et de profiter des avenues de promotion sociale qu'elle peut offrir¹³.

Le système scolaire séparé répond favorablement à ces aspirations en faisant la promotion d'une identité, non plus irlandaise, mais *Canadian English Catholic*. Les responsables des écoles séparées amorcent au tournant du 20^e siècle une refonte pédagogique qui aligne les programmes d'études sur ceux des écoles publiques afin d'offrir à leurs diplômés un accès à l'ensemble des institutions d'enseignement supérieur. Ces transformations s'inscrivent aussi dans une quête de respectabilité des écoles séparées qui souhaitent être reconnues par l'État sur un pied d'égalité avec les écoles publiques et être admissibles aux mêmes subventions qui leur sont refusées sous prétexte que le programme d'études en vigueur ne remplit pas les critères exigés par le ministère de l'Éducation. Ainsi, les programmes d'études des écoles séparées, à l'instar des écoles publiques, valorisent l'allégeance à l'Empire britannique et l'adhésion à une culture anglo-canadienne tout en prônant la fidélité aux principes et à la doctrine de l'Église catholique.

Pour l'historien Mark G. McGowan, le défi de l'intégration sociale des immigrants constitue le premier test pour cette nouvelle identité promue par les écoles séparées¹⁴. Pourtant, les élites religieuses et éducatives catholiques de Toronto ont longtemps tardé à s'intéresser aux immigrants se montrant plutôt réfractaires à partager avec eux les ressources de

¹³ Mark G. McGowan, *The Waning of the Green, Catholics, the Irish and Identity in Toronto, 1887-1922*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 119-148.

¹⁴ *Ibid.*, p. 218-220.

leur réseau institutionnel patiemment bâti au cours des décennies précédentes. C'est surtout sous la gouverne de M^{gr} Neil McNeil, archevêque de Toronto, de 1912 à 1934, que l'Église catholique commence à s'intéresser aux immigrants. Cet intérêt trouve sa source dans la situation des immigrants catholiques établis dans les Prairies qui sont disséminés sur un immense territoire sans réseau institutionnel et sans clergé pour assurer la persistance de leur observance religieuse et la conservation de leur foi. Préoccupé par les risques d'assimilation des immigrants catholiques, l'archevêque McNeil encourage l'action sociale, grâce à la fondation du *Catholic Church Extension Society* et des *Sisters of Service*, qui se mobilisent pour leur accorder un soutien religieux et leur offrir des services sociaux et éducatifs. Les Prairies apparaissent aux yeux de l'épiscopat torontois comme un nouveau champ de bataille pour la « reconquête » des âmes catholiques¹⁵.

La menace qui pèse sur les catholiques ne se limite pas aux Prairies. Les Églises protestantes établissent de nombreuses missions dans les quartiers de Toronto habités par les nouveaux arrivants catholiques et leur offrent des services éducatifs, sociaux et caritatifs. Arrivés dans l'indigence la plus complète, privés de structures d'encadrement à caractère religieux ou social, les immigrants catholiques apparaissent pour les missions protestantes une clientèle sensible à leurs arguments de conversion. Ces campagnes de prosélytisme inquiètent l'Église catholique qui voit l'étau se resserrer autour d'elle. D'autant plus qu'entre 1861 et 1921, la proportion des catholiques à Toronto est passée du quart de la population à un dixième. L'Église catholique ne tarde pas à réagir en mettant sur pied des structures d'encadrement qui s'appuient sur son réseau institutionnel composé

¹⁵ George Thomas Daly, *Catholic Problems in Western Canada*, Toronto, The Macmillan Company of Canada Limited, 1921; George Thomas Daly, *Catholic Action, Church and Country*, Toronto, The Macmillan Company of Canada Limited, 1927.

d'associations de piété ou de dévotion, de sociétés de bienfaisance et, bien sûr, d'écoles¹⁶. À ce titre, les écoles séparées jouent un rôle déterminant dans l'intégration des immigrants à la minorité catholique de Toronto en constituant un espace essentiel de socialisation.

Enfin, le dernier élément à considérer est le caractère politique de l'assimilation des immigrants. Dans les années 1920 et 1930, l'épiscopat catholique, la presse et les associations laïques partent en croisade pour faire reconnaître l'égalité des écoles séparées avec les écoles publiques, car les premières ne disposent pas du même partage de l'assiette fiscale. On assiste donc à une instrumentalisation des immigrants pour légitimer et justifier l'existence des écoles séparées¹⁷. De plus, l'école séparée, en tant qu'agente d'assimilation, contribue à augmenter les effectifs scolaires de la minorité catholique et à accroître son poids social et politique tout en renforçant l'unité et la cohésion de l'Église autour d'une langue véhiculaire, l'anglais. L'épiscopat de Toronto, à travers son hebdomadaire, *The Catholic Register*, rappelle constamment la contribution des écoles séparées à l'assimilation des immigrants catholiques au même titre que les écoles publiques.

Today, more than sixty languages are spoken in homes of the Dominion. In each case the language indicates a different nationality among immigrants from Europe and Asia. Is not one system of public schools needed to assimilate the children of those immigrants and make them Canadians? [...] There is only one system of public schools in Ontario. This system has different branches, and one of the branches succeeded in appropriating to itself the name of Public School; but the branches called separate schools belong as much to

¹⁶ Enrico Carlson Tumbo, « Impediments to the Harvest: The Limitations of Methodist Proselytization of Toronto's Italian Immigrants, 1905-1925 », dans Brian P. Clarke et Mark G. McGowan (dir.), *Catholics at the « Gathering Place », Historical Essays on the Archdiocese of Toronto, 1841-1991*, Toronto, Dundurn Press, 1993, p. 155-176.

¹⁷ M^{gr} Neil McNeil, *School Problems, By the Archbishop of Toronto*, Toronto, EDSP02.01. Archives of Roman Catholic Archdiocese of Toronto (ARCAT), February 1924, 28 p.

*the one system as do the schools called Public Schools. And they are doing effectually the work of Canadianization [of] the children of foreign immigrants. There are children of fourteen nationalities in St. Mary's School, Toronto; but the language of the school is English and books are Canadian*¹⁸.

Outils de canadianisation du TSSB

À partir des années 1910 et 1920, l'archevêché de Toronto fait de la « canadianisation » des immigrants l'un de ses champs d'intervention privilégiés. Il favorise systématiquement la création de paroisses nationales à l'intention des immigrants avec, à leur tête, un prêtre de leur nationalité¹⁹. Celui-ci travaille de concert avec le TSSB pour s'assurer que les parents envoient bien leurs enfants aux écoles séparées plutôt que publiques. Il joue aussi le rôle de porte-parole de ces communautés auprès du TSSB pour réclamer la construction ou l'agrandissement d'une école dans la paroisse²⁰.

Au tournant du 20^e siècle, au fur et à mesure que le TSSB accueille les enfants et les adultes d'origine immigrante, il aménage à leur intention des classes d'anglais de jour et de soir pour favoriser leur apprentissage de cette langue, condition nécessaire à leur « canadianisation »²¹. Cela ne signifie pas que les immigrants acceptent de bonne grâce l'assimilation au *Canadian English Catholic Conformity*. Les immigrants adressent régulièrement des requêtes demandant l'embauche de professeurs pour enseigner leur langue maternelle²². Les commissaires

¹⁸ « National Unity and Schools », *The Catholic Register*, 4 août 1932.

¹⁹ Roberto Perin, *L'Église des immigrants, Les allophones au sein du catholicisme canadien, 1880-1920*, Ottawa, Société historique du Canada, 1998.

²⁰ Archives of Toronto Catholic District School Board (dorénavant ATCDSB), TSSB, *Minutes*, 4 avril 1922.

²¹ ATCDSB, Management Committee, *Minutes*, 6 avril 1909, 6 février 1917.

²² ATCDSB, TSSB, *Minutes*, 2 octobre 1923, 4 février 1927, 5 avril 1927, 12 novembre 1929, 14 janvier 1930, 13 décembre 1938, 6 décembre 1939.

irlandais cèdent aux représentants des diverses communautés surtout par crainte que les parents envoient leurs enfants aux écoles publiques. Néanmoins, ils s'opposent à la création d'une « école nationale » pour un groupe ethnique, antithèse du projet assimilateur des écoles séparées. Ils accordent aux immigrants uniquement le droit d'utiliser les salles de classe après les heures de cours et d'embaucher un enseignant – le plus souvent le curé de la paroisse nationale – à leurs frais. Cette mesure, raisonnable aux yeux des commissaires catholiques, leur assure que les immigrants enverront leurs enfants aux écoles séparées et permettront même de récupérer ceux qui fréquentent déjà les écoles publiques²³.

Cependant, les immigrants demeurent trop peu nombreux pour faire fléchir les commissaires catholiques. Après la Seconde Guerre mondiale, grâce à une immigration massive d'immigrants catholiques, notamment les Italiens, les Polonais, les Hongrois et les Portugais, les descendants des Irlandais voient leur proportion diminuer, modifiant inmanquablement le rapport de force. Dans les années 1940 et 1950, conscients de leur nouvelle force, les représentants des groupes ethniques issus de l'immigration interviennent sur la place publique pour réclamer l'enseignement de leurs langues maternelles tant dans les écoles publiques que dans les écoles séparées²⁴. C'est à la fin des années 1970 que les communautés culturelles issues des diverses vagues d'immigration parviennent à faire inscrire au programme d'études des écoles séparées l'enseignement de langues autres que l'anglais²⁵.

²³ ATCDSB, TSSB, *Minutes*, 5 juin 1923, 4 mars 1930, 1^{er} avril 1930.

²⁴ La Commission Hope, une commission d'enquête sur l'éducation tenue en Ontario au cours de l'année 1945-1946, a servi de tribune à divers groupes ethniques pour faire entendre leurs voix. Voir Canadian Polish Congress, *Education and the New Canadian*. Czechoslovak National Alliance, *Education and the New Canadian of Czechoslovak*. The Scandinavian-Canadian Club, *Suggestions on Education in Ontario*. The Ukrainian Canadian Committee, *The integration of Racial Groups into One Canadian Citizenship*. The Federation of Russian-Canadians, *Education and the New Canadians of Russian Origin*. Briefs 121-199. B249572-B249574, RG 18-131, 16-18. Archives publiques de l'Ontario (APO).

²⁵ Robert T. Dixon, *We Remember, We Believe...*, *op. cit.*, p. 319-321.

Le programme d'études constitue une autre stratégie d'assimilation des écoles séparées. En effet, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les écoles séparées visent autant à préparer les enfants à devenir des citoyens canadiens fidèles à leur patrie que des catholiques respectueux des enseignements de l'Église. Nous l'avons vu, les élites éducatives catholiques opèrent au tournant du 20^e siècle une refonte des programmes d'études pour répondre aux aspirations sociales de leurs coreligionnaires. Hormis l'enseignement religieux catholique, le programme d'études diffère peu de celui des écoles publiques. Il valorise la loyauté à la Grande-Bretagne et aux institutions politiques britanniques, il exalte la participation des Canadiens aux guerres de l'Empire pour la sauvegarde de la liberté et de la démocratie et rappelle la contribution des catholiques à l'histoire du Canada²⁶.

Lors de la Commission d'enquête sur l'éducation, en 1945 et 1946, mieux connue sous le nom de la Commission Hope, les représentants de la minorité catholique rappellent le projet éducatif des écoles séparées qui demeure civique et vise à promouvoir une citoyenneté canadienne sans être dissocié du catholicisme.

Apart from the question of religion, Catholics have much the same views as non-Catholics in this province as to the purpose of school education. They desire to secure the welfare of the child and that of the whole community. They want the greatest possible degree of efficiency in the teaching of secular objects, so that the future citizens will be equipped for the battles of life. They appreciate the value of the school as an agency for character training and they emphasize the function of the school in service [to] the community. The inculcation of the virtue of patriotism and the duties of citizenship are accepted by catholic schools as part of their religion itself. « Honour all men,

²⁶ Mark G. McGowan, *The Waning of the Green...*, op. cit., p. 221-252; et Laurent Batut, « Les écoles catholiques torontoises et l'intégration des "nouveaux Canadiens" au XX^e siècle », dans Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 87-100.

*love the brotherhood, fear God, honour the King » are words of Scripture which Catholic teachers impress on their pupils. The record of separate schools and their graduates during the war is evidence of the results of their patriotic teaching. In enlistments for active service, in campaigns for war savings and salvage, in Red Cross and other patriotic endeavours, the separate schools responded gladly to every call made on them and loving the brotherhood or community to which we belong; it means co-operating for the advancement of social justice and welfare and conscientious respect for law and order*²⁷.

Les écoles séparées ont donc joué un double rôle auprès des immigrants. Tout d'abord, elles ont réussi à détourner les immigrants catholiques des écoles publiques en leur offrant un encadrement religieux, social et éducatif avec la coopération notamment des paroisses nationales. Puis, l'école séparée a produit un creuset *Canadian English Catholic* dans lequel sont venus se fondre des enfants provenant d'horizons culturels divers²⁸. L'expansion du système scolaire séparé, dans l'après-guerre, qui regroupe près de trente pour cent des écoliers torontois – alors qu'il en représentait trois fois moins dans les années 1930 –, s'explique par l'apport de l'immigration désormais presque majoritairement catholique. Cette tendance ne fait que consacrer les écoles séparées comme l'un des espaces de socialisation et d'intégration des immigrants à la société torontoise²⁹.

Fait français à Toronto

Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, le catholicisme torontois est représenté en grande partie par les Irlandais. Cependant, une communauté francophone prend forme, au cours de cette période, constituée de

²⁷ ATCDSB, Hope Commission (Henderson Papers) Box 1. OCEC. *Submission to Hope Commission. To the Royal Commission Appointed to Enquire Into and Report Upon the Provincial Educational System*, 1946.

²⁸ Mark G. McGowan, « Roman Catholics (Anglophone and Allophone) », dans Paul Bramadat et David Seljak (dir.), *Christianity and Ethnicity in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 49-100.

²⁹ *A Report of the Metropolitan Separate School Board to the Committee Appointed by his Honour the Lieutenant-Governor of Ontario*, Order in Council, 2nd Day of May 1957, OC-1513/57: 1-15; *Inspector's Report, Metropolitan Separate Schools*, Toronto, 1959, p. 21. ATCDSB.

Canadiens français et d'Acadiens attirés par les emplois dans les usines et les manufactures. En 1887, l'archevêque de Toronto, M^{gr} Lynch, reconnaît l'importance de cette communauté en fondant la première paroisse francophone, Sacré-Cœur, et nomme à la tête de celle-ci le curé Philippe Lamarche. Ce dernier aménage, en 1888, une classe, confiée à deux sœurs de la Congrégation Saint-Joseph, dans le sous-sol de l'Église et propose avec succès le rattachement au TSSB, en 1891. Cinq ans plus tard, est construite une école qui accueillera plus de 90 élèves inscrits de la 1^{re} à la 6^e année³⁰. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer dans quelle proportion, il semble que le français ait constitué une matière d'enseignement, en dépit du Règlement XVII, qui visait à limiter l'enseignement du français en Ontario, entre 1912 et 1927³¹.

³⁰ À propos de la communauté franco-ontarienne, voir Thomas R. Maxwell, *The Invisible French, The French in Metropolitan Toronto*, Waterloo, The Wilfrid Laurier University Press, 1977, 174 p.

³¹ Robert T. Dixon, *We Remember, We Believe...*, *op. cit.*, p. 106. Le Règlement XVII, adopté par le gouvernement Whitney en 1912, visait à restreindre l'usage du français et de faire de l'anglais la principale langue d'enseignement pour les élèves franco-ontariens. Dès son adoption, cette loi est vivement combattue par les élites politiques et ecclésiastiques franco-ontariennes qui se regroupent autour de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario qui parvient à mobiliser une partie importante de la population francophone. La lutte prend une forme fratricide entre les catholiques. Le clergé irlandais soutient la loi, tandis que le clergé franco-ontarien appelle à la désobéissance civile. Pour régler le conflit lancinant, le gouvernement Ferguson met sur pied, en 1925, une commission d'enquête sur l'état de l'enseignement dans les écoles bilingues. Deux ans plus tard, la commission Scott-Merchant-Côté présente ses recommandations qui sont avalisées par le gouvernement. Une nouvelle loi consacre le français comme la langue d'enseignement principale des Franco-Ontariens, l'École de pédagogie de l'Université d'Ottawa est reconnue à titre d'école normale et l'inspection des écoles bilingues est confiée aux inspecteurs francophones. Enfin, deux directeurs, l'un de langue française et l'autre de langue anglaise, sont nommés à la tête du département de l'éducation pour appliquer les directives du ministre de l'Éducation. Pour en savoir plus sur le Règlement XVII, voir Robert Choquette, *Language and Religion: A History of English-French Conflict in Ontario*, Ottawa, University of Ottawa Press, 1975; et Gaétan Gervais, « Le Règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18, 1996, p. 124-186.

La fin du Règlement XVII laisse entrevoir à la communauté francophone un contexte sociopolitique plus favorable lui permettant de disposer d'un statut particulier, notamment par la nomination d'inspecteurs d'écoles bilingues et d'enseignantes de langue française à l'école Sacré-Cœur³². Les commissaires francophones constituent à la fois les porte-paroles de la minorité, mais aussi les ambassadeurs de l'école Sacré-Cœur qui défendent ses intérêts et amorcent des mesures destinées à accentuer son caractère français. Ainsi, dès la fin du 19^e siècle, le curé de la paroisse Sacré-Cœur, fondateur de l'école du même nom, a été commissaire au TSSB, ainsi que son successeur, le curé Joseph Bouvier, qui fut président de la commission scolaire pendant une courte période.

En 1939, des parents francophones obtiennent avec succès que l'école Sacré-Cœur soit reconnue officiellement « bilingue » par le gouvernement de l'Ontario avec le soutien du TSSB³³, un statut qui assure que le français soit la principale langue d'enseignement. Une décennie plus tard, en 1951, le TSSB consacre Sacré-Cœur comme l'école française de Toronto en limitant son accès uniquement aux enfants francophones³⁴. Ainsi, pendant plus de 75 ans, les francophones de Toronto ont disposé d'une école, quoiqu'elle soit passé d'un statut informel à une reconnaissance officielle, avec la bienveillance de l'épiscopat irlandais catholique et du TSSB. Dans les années 1960, l'évolution des mentalités et l'accroissement des revenus du TSSB amènent l'instauration d'un réseau embryonnaire d'écoles séparées de langue française à Toronto.

³² ATCDSB, *Minutes*, 25 juin 1930, 4 décembre 1930 et 13 avril 1943.

³³ ATCDSB, *Minutes*, 5 mai 1939. 14 novembre 1939.

³⁴ ATCDSB, *Minutes*, 2 avril et 19 juin 1951.

Écoles catholiques au Québec : langue et foi

Entre les années 1840 et 1860, les élites libérales et réformistes du Canada-Est tentent, à l'instar de leurs homologues du Canada-Ouest, de mettre en place un régime scolaire non confessionnel et public. L'Église catholique, profitant de l'affaiblissement des élites politiques libérales depuis les rébellions de 1837 et de 1838, dénonce le système scolaire public, synonyme pour elle d'indifférence religieuse, et prône l'établissement d'écoles confessionnelles qui inculqueraient aux masses canadiennes-françaises une culture religieuse et un conformisme social inspiré des préceptes du catholicisme. De leur côté, les protestants, anticipant l'adoption de la Confédération et leur minorisation au sein du nouveau régime politique, réclament la division confessionnelle du système d'éducation pour ne pas se retrouver au sein de structures scolaires contrôlées par la majorité franco-catholique³⁵. Alexander Tilloch Galt, ministre des Finances dans le gouvernement du Canada-Uni et député de Sherbrooke, s'avère un défenseur infatigable de la minorité protestante lors des négociations entourant le projet confédératif en réclamant maintes fois une protection constitutionnelle pour les écoles de ses coreligionnaires. C'est à lui que revient l'idée d'accorder le pouvoir au gouvernement fédéral d'interjeter et d'abroger une loi provinciale qui ne respecterait pas les droits scolaires des minorités et de décréter la sienne³⁶. Cependant, malgré

³⁵ Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1608-1971*, 2 volumes, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971; Ruby Heap, « Les relations Église-État dans le domaine de l'enseignement primaire public au Québec : 1867-1899 », *Société canadienne de l'histoire de l'Église catholique* (SCHEC), Sessions d'études, n° 50, 1983, p. 183-199; Jean-Pierre Charland, « Le réseau d'enseignement public bas-canadien, 1841-1867 : une institution de l'État libéral », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 4, 1987, p. 507-511 et 524-528; Jean-Pierre Charland, *L'entreprise éducative, 1840-1900*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000, p. 60-61.

³⁶ Pierre Carignan, « La raison d'être de l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 à la lumière de la législation préexistante en matière d'éducation », *Thémis, La Revue Juridique*, vol. 20, 1986, p. 442-449.

ces garanties, les représentants de la minorité protestante craignent toujours des représailles de la majorité et militent pour que l'autonomie administrative, pédagogique et financière du système scolaire leur soit accordée.

Au lendemain de la Confédération, le nouvel État provincial se retire graduellement du champ de l'éducation pour en confier la gestion à l'Église catholique et aux représentants de la minorité protestante, notamment par la création de deux comités confessionnels, l'un catholique, l'autre protestant, au sein du Conseil de l'Instruction publique, en 1869, et l'abolition du ministère de l'Instruction publique, en 1875. À la suite de ce nouveau concordat avec l'État, le système scolaire se reconstitue en deux pôles confessionnels où les Églises fortement représentées au sein des comités confessionnels exercent une influence déterminante pour assurer la transmission de l'identité nationale des « deux peuples fondateurs » fondée sur la langue (française ou anglaise), la culture (canadienne-française ou britannique) et la religion (catholique ou protestante).

Dans ces conditions, l'espace scolaire sera partagé entre les représentants politiques et religieux des deux principaux groupes nationaux à Montréal et aucun des deux ne tente d'assimiler l'autre, se contentant de se replier dans leurs retranchements. Cette absence de volonté de la majorité canadienne-française de s'appuyer sur ses écoles pour favoriser l'expansion d'une culture publique et commune comme à Toronto a produit un fait unique dans les annales canadiennes³⁷. En effet, à Montréal, la plupart des immigrants n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école de la majorité, l'école franco-catholique, optant plutôt pour celles des minorités

³⁷ Paul-André Linteau, « La montée du cosmopolitisme montréalais », *Question de culture*, n° 2, 1982, p. 23-54; Pierre Anctil, « Double majorité et multiplicité ethnoculturelle à Montréal », *Recherches sociographiques*, vol. 25, n° 3, 1984, p. 441-456.

de langue anglaise. Les immigrants catholiques et non catholiques fréquenteront respectivement les écoles anglo-catholiques et les écoles protestantes³⁸.

La CECM et les immigrants : le laisser-faire linguistique

Fondée en 1846, la Commission des écoles catholiques de Montréal revêt, contrairement à son homologue de Toronto, un caractère bilingue. À partir des années 1850, la CECM accueille les enfants de langue anglaise originaires d'Irlande. Pour répondre aux besoins de l'ensemble de leur clientèle, la CECM ouvre des écoles françaises, anglaises et bilingues où l'anglais et le français sont enseignés sur un pied d'égalité. À la fin des années 1920, deux secteurs d'enseignement, l'un français et l'autre anglais, sont créés et ils disposent, entre autres, d'une autonomie pédagogique et administrative³⁹.

Grâce à ce régime d'exception, le secteur anglais de la CECM adopte ses propres règles d'embauche et de qualification professionnelle des enseignants, ses manuels scolaires et ses programmes d'études. Cette double structure favorise la différenciation linguistique et culturelle entre les francophones et les anglophones. Le choix des manuels scolaires des écoles séparées ontariennes, elles-mêmes inspirées en partie de ceux des écoles publiques ontariennes, accentue l'identification des élèves anglo-catholiques à l'imaginaire national de la majorité

³⁸ Jean-Philippe Croteau, « Les immigrants et la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal (1864-1931) », dans Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelles, 2006, p. 31-48.

³⁹ Robert Gagnon, *Anglophones at the CECM*, Montréal, CECM, 1996; Mélanie Lanouette, *Penser l'éducation, dire sa culture, Les écoles catholiques anglaises au Québec (1928-1964)*, thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 2004.

anglo-canadienne⁴⁰. De plus, l'adoption des programmes d'études des *high schools* favorise l'uniformisation pédagogique avec les écoles protestantes au Québec et les écoles publiques en Ontario. Ainsi, la CECM incarne la double tradition du catholicisme canadien, francophone et anglophone, qui se rattache à une histoire, à des traditions, à des coutumes et à des valeurs nationales distinctes.

Au tournant du 20^e siècle, de nouveaux contingents d'immigrants se pressent aux portes des écoles catholiques. Ce sont souvent les congrégations religieuses chargées de les accueillir ou des curés de leur nationalité qui demandent aux commissaires de leur ouvrir des classes dans leur langue maternelle au sein des écoles existantes⁴¹. Les commissaires encouragent l'enseignement des langues maternelles qui renforcent, selon eux, la foi catholique des nouveaux arrivants et les protègent du prosélytisme protestant⁴².

Après la deuxième année, ces enfants se dirigent vers les classes de langue anglaise ou française selon l'école qu'ils fréquentent. Dans les faits, cependant, ils choisissent en grande majorité une éducation en

⁴⁰ Voir à ce sujet, Mélanie Lanouette, « Les manuels scolaires anglo-catholiques durant la première moitié du XX^e siècle », dans Benoît Aubin (dir.), *300 ans de manuels scolaires au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, p. 64-71.

⁴¹ 11 septembre 1903, Correspondance Urgel-Eugène Archambault, D. 1900-1903, Fonds Urgel-Eugène Archambault. Fonds des écoles. École Notre-Dame-de-la-Défense, Boîte 211. École Notre-Dame-du Mont-Carmel, Boîtes 486-487-49; *Rapport financier de la Commission des écoles catholiques de Montréal pour l'exercice 1907-1908*, 1908, p. 4; *Rapport financier de la Commission des écoles catholiques de Montréal pour l'exercice 1913-1914*, 1914, p. 4; *Rapport financier de la Commission des écoles catholiques de Montréal pour l'exercice 1915-1916*, 1916, p. 7; Rapports financiers. Service des finances. *District Centre, Rapport du directeur et secrétaire, 1918-19 à 1922-23*, Districts (anciens) CECM (plan général), Archives de la Commission scolaire de Montréal (ACSDM).

⁴² *District Centre, Rapport du directeur et secrétaire, 1918-19 à 1922-23*, Districts (anciens) CECM (plan général), ACSDM.

anglais perçue comme la clé de la réussite économique et de la mobilité sociale. D'ailleurs, à la demande des parents immigrants, des classes d'anglais sont aménagées dans les écoles françaises⁴³. En 1930, 53 % des enfants d'origine étrangère sont inscrits dans les écoles françaises grâce au poids des Italiens qui fréquentent majoritairement ce secteur, mais ils constituent une proportion infime de l'ensemble des élèves du secteur français (à peine trois ou quatre pour cent). Dans les écoles anglophones de la CECM, les écoliers de langue anglaise composent moins des deux tiers de la population scolaire du secteur anglais contre un cinquième pour les Néo-Canadiens et un sixième pour les francophones⁴⁴.

Le directeur général de la CECM, J.-N. Perreault, écrit au secrétaire du Conseil de l'instruction publique, J.-H. Miller : « [...] je dois vous exprimer mon vif regret de voir que la plupart des parents de ces enfants étrangers, et plus spécialement ceux des enfants polonais, dédaignent le français et ne veulent apprendre que l'anglais⁴⁵ ». À cette époque, la CECM se préoccupe de la « canadianisation » de l'immigrant et surtout de le maintenir au sein du giron de l'Église catholique. C'est ce qui explique, entre autres, la politique du laisser-faire linguistique adoptée par la CECM qui ne tente pas d'influencer le choix scolaire des immigrants et ne s'efforce pas non plus de les intégrer à la société canadienne-française pourvu que ceux-ci fréquentent les écoles catholiques.

Dans les années 1930 et 1940, la CECM avance d'un pas dans sa politique concernant la langue d'enseignement des immigrants. En

⁴³ 5 mai 1931. Commission pédagogique. Livre des délibérations (LDC). ACSDM.

⁴⁴ *Sommaire des statistiques pour le mois de septembre 1930*, Service de la Statistique. Services. ACSDM.

⁴⁵ Lettre de J.-N. Perreault au secrétaire du C. I. P., J.-N. Miller, 20 septembre 1915. Cité dans Robert Gagnon, *Histoire de la Commission...*, *op. cit.*, p. 130.

l'absence d'écoles de langue anglaise dans leur quartier, certains parents immigrants abjurent leur foi pour envoyer leurs enfants dans des écoles protestantes. Ce phénomène plutôt marginal inquiète au plus haut point les autorités de la CECM, d'autant plus que les parents brandissent cette menace à l'occasion pour convaincre la commission scolaire d'aménager des classes anglaises pour leurs enfants dans les écoles françaises⁴⁶. À partir du milieu des années 1930 et du début des années 1940, la CECM adopte une série de mesure qui vise, d'une part, à restreindre l'enseignement des langues maternelles et, d'autre part, à encourager l'aménagement de classe ou la construction d'écoles de langue anglaise dans les quartiers à forte proportion immigrante⁴⁷. Il est donc recommandé que « des classes anglaises soient ouvertes dans tous les districts français où la population étrangère est dense. Ces classes devront rester ouvertes, même si le nombre d'élèves inscrits ne rencontre pas les exigences des règlements dès la première année⁴⁸ ». C'est un tournant majeur dans la politique de la CECM qui facilite, voire même encourage, le passage des immigrants au secteur anglais. L'anglicisation des masses immigrantes

⁴⁶ Entre 1930 et 1938, le contrôleur des taxes, J. R. Thibodeau, relève 2865 cas d'apostasies de la part de catholiques en faveur de la religion protestante. Il note aussi que ce sont majoritairement des Canadiens français (1797) suivis des Italiens (655) et des Lithuaniens, des Polonais et des Ukrainiens (246) qui renoncent à leur religion. Lettre de Walter Bossy à J-R. Thibodeau, contrôleur des finances. 11 novembre 1941. Rapports et mémoires de Walter J. Bossy de 1933 à 1950. *Taxes des neutres. Taxes. Service des Finances*. ACSDM.

⁴⁷ *Rapport de J. M. Manning, directeur des études, à Victor Doré, président général, Re Re : Demandes de classes anglaises pour les élèves de langues étrangères*. 25 avril 1935. Écoles et classes bilingues de 1890 à 1985. Bureau des Études. Comité des Néo-Canadiens. Bureau de l'accueil et de l'admission. ARC-E1 S46 T4- 6152. *Rapport de J-R. Thibodeau, contrôleur des finances, à Hector Perrier, secrétaire provincial*. 17 novembre 1941. *Taxes des neutres. Taxes. Services des Finances*. ACSDM.

⁴⁸ *Rapport de J-R. Thibodeau, contrôleur des finances, à Hector Perrier, secrétaire provincial*. 17 novembre 1941. *Taxes des neutres. Taxes. Services des Finances*. ACSDM.

est vue comme un rempart contre l'influence du protestantisme et même du « bolchevisme »⁴⁹.

Du conformisme catholique au conformisme francophone

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'*intelligentsia* canadienne-française formule une nouvelle pensée nationaliste qui tente de s'émanciper de ses attaches traditionalistes et de s'adapter aux nouvelles réalités socio-économiques du Québec. Les porte-paroles de ce mouvement prennent conscience de l'importance politique et culturelle grandissante des Néo-Canadiens. Ces intellectuels surnommés « néo-nationalistes », réunis autour du *Devoir* et de l'*Action nationale*, comme André Laurendeau, Jean-Marc Léger, ainsi que François-Albert Angers bien que jugé plus traditionaliste, réévaluent les rapports entre les Néo-Canadiens et les Canadiens français et souhaitent que ces derniers modifient leur attitude à l'endroit des nouveaux arrivants pour faciliter leur intégration à la société francophone⁵⁰.

La CECM n'échappe pas à l'influence de ce courant de pensée. En 1947, elle fonde le Comité des Néo-Canadiens qui a pour mission d'évaluer le nombre de parents catholiques qui apostasient et de trouver des solutions à ce problème. Cependant, les membres du Comité des Néo-Canadiens en viennent à s'intéresser à la question de l'intégration des immigrants au sein des écoles anglaises. Ils tentent notamment d'identifier les causes de cet engouement. Entre 1930 et 1947, la proportion des enfants d'immigrants fréquentant les écoles anglaises

⁴⁹ Lettre de Walter Bossy à J.-R. Thibodeau, contrôleur des finances, 11 novembre 1941. Rapports et mémoires de Walter J. Bossy de 1933 à 1950. *Taxes des neutres. Taxes. Service des Finances*. ACSDM.

⁵⁰ Michael D. Behiels, *Le Québec et la question de l'immigration : de l'ethnocentrisme au pluralisme ethnique, 1900-1985*, Ottawa, Société historique du Canada, 1991.

de la CECM a augmenté de 47 à 67 %. La proportion atteindra même 75 % au début des années 1960. À partir du milieu des années 1950, le nombre des élèves néo-canadiens dépasse même celui des anglo-catholiques au sein des classes anglaises⁵¹.

Après avoir sondé les parents, les membres du Comité des Néo-Canadiens constatent qu'ils sont tout autant attachés à l'idée que leurs enfants apprennent le français que l'anglais. De plus, les parents néo-canadiens accordent une grande importance à l'enseignement des langues maternelles. Dans ces conditions, les membres du Comité des Néo-Canadiens recommandent dans leur rapport que les enfants néo-canadiens soient regroupés dans des écoles et des classes où les langues maternelles seraient enseignées, ainsi que l'anglais et le français. La recommandation constitue une mesure révolutionnaire en soi qui revient à créer un troisième secteur d'enseignement pour les Néo-Canadiens⁵².

Dans le Québec de l'après-guerre, l'immigration devient un enjeu capital. La CECM est de plus en plus la cible des nationalistes qui lui reproche son inaction face à l'anglicisation des Néo-Canadiens. Pour beaucoup de ténors néo-nationalistes, l'avenir de la culture et de la langue française à Montréal et au Québec, mais aussi au Canada français, se joue dans les écoles de la CECM⁵³. C'est sous leurs pressions qu'à deux reprises, la CECM tente d'implanter un programme d'études spécifique pour les Néo-Canadiens, de 1949 à 1952 et de 1961 à

⁵¹ Statistiques (1930-1960). Service de la Statistique. ACSDM.

⁵² 16 septembre 1947. *Séance du Comité des Néo-Canadiens*. Procès-verbaux et rapports annuels du comité de 1942 à 1955. ARC- E 1. S46. T4. 5441. ACSDM. « Comité des Néo-Canadiens, Rapport annuel 1947-1948 : la Commission des Écoles catholiques de Montréal et les Néo-Canadiens », *L'école canadienne*, n° 2, octobre 1948, p. 122.

⁵³ André Laurendeau, « Une politique de cannibale? », *Le Devoir*, 31 janvier 1956. Voir aussi Jean-Marc Léger, « Immigration : Problème social, drame national », *Le Devoir*, 11 décembre 1957.

1963. L'opposition du secteur anglais, qui rassemble le personnel administratif, le corps enseignant et les associations de parents, s'avère particulièrement féroce. Dans les années 1960, le nouveau programme d'études est boycotté par les écoles anglaises, tandis que les écoles françaises y participent⁵⁴. La colère des néo-nationalistes est à son comble et ceux-ci défendent bec et ongles l'initiative de la CECM⁵⁵. De leur côté, les communautés culturelles appuient les initiatives du Comité des Néo-Canadiens et réclament la maîtrise des écoles où ils sont surreprésentés pour s'affranchir de la tutelle des anglo-catholiques et conserver leur culture. Happés dans la tourmente, les commissaires de la CECM décident à deux reprises d'abandonner le projet⁵⁶.

Cet épisode révèle les luttes de pouvoir que se livrent deux parties à la CECM. D'une part, un groupe nationaliste francophone qui ambitionne de mettre fin au monopole du secteur anglais sur l'éducation des immigrants et favoriser leur intégration à la société francophone. D'autre part, les instances de la CECM ne souhaitent pas troubler l'ordre établi et surtout déplaire à la minorité anglophone. En effet, celle-ci doit la croissance de son secteur d'enseignement aux inscriptions des Néo-Canadiens. Toute mesure qui pourrait mettre en péril l'apport des Néo-Canadiens aux écoles anglaises est combattue avec virulence⁵⁷.

Amers, les membres du Comité des Néo-Canadiens en viendront, dans les années subséquentes, à demander l'adoption d'un règlement obligeant les immigrants à fréquenter les écoles de langue française :

⁵⁴ « Télégramme de Anton Ackerman, président du Parents Association of Ahuntsic, à Marc Jarry, président de la CECM », 16 mai 1962. Comité des Néo-Canadiens. ACSMD.

⁵⁵ Lettres de Jean-Marc Léger au Président de la CECM Marc Jarry », le 3 mai et le 11 juin 1962. Comité des Néo-Canadiens. ACSMD.

⁵⁶ 2 août 1962. LDC. ACSMD.

⁵⁷ Miguel Simão Andrade, *op. cit.*, p. 462.

« En respectant le code scolaire, n'y aurait-il pas lieu que la CECM accordât des classes répondant aux besoins des élèves de langue anglaise et de rattacher automatiquement à la section française tous les enfants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais?⁵⁸ ». En fait, l'échec du Comité des Néo-Canadiens entraîne une radicalisation des esprits auprès des élites intellectuelles nationalistes, mais aussi d'une partie de plus en plus importante du public francophone auquel la CECM finira par se rallier. À la fin des années 1960, une nouvelle génération de commissaires nationalistes dirige la CECM. Ceux-ci participeront à l'élaboration de la législation linguistique qui fera du français la langue d'enseignement des nouveaux arrivants. Après avoir accordé la préséance à la foi plutôt qu'à la langue, la CECM, dans les années 1970, fait un virage à 180 degrés en faveur d'une « franco-conformité » à l'intention des immigrants⁵⁹.

Conclusion

Dans le milieu des années 1850 sont créées les commissions scolaires, catholiques et séparées, respectivement à Montréal et à Toronto, destinées à assurer l'instruction des enfants canadiens-français et irlandais. Elles jouent aussi un rôle de vecteur identitaire pour ces groupes transmettant un héritage religieux, culturel, voire national. Au tournant du 20^e siècle, ces institutions scolaires doivent composer avec l'arrivée d'immigrants. La fonction sociale de ces écoles se

⁵⁸ 4 mars 1963. *Comité des Néo-Canadiens. Procès-verbaux du comité de 1960 à 1969*. ARC E 1 S 46 T 4 5441. ACSDM.

⁵⁹ Danielle Juteau, « Du dualisme canadien au pluralisme québécois », dans Marie McAndrew et France Gagnon (dir.), *Relations ethniques et éducation dans les sociétés divisées*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 13-25.

transformera passant d'instances de préservation de l'ethnicité à des agents d'assimilation ou d'intégration. L'immigration apparaît comme un instrument pour conjurer le déclin des catholiques à Toronto ou des francophones à Montréal et renforcer leur position politique et sociale dans leur métropole respective. Pour ce faire, les commissions scolaires se sont faites les promoteurs d'une identité plus inclusive basée sur la langue et la culture et l'adhésion à des valeurs citoyennes. L'immigration a donc modifié la fonction sociale de l'école séparée et catholique, mais surtout elle a amené cette dernière à reformuler ses repères identitaires afin de maximiser sa capacité d'absorption et d'intégration des nouveaux arrivants. En ce sens, l'école a joué un rôle crucial dans la redéfinition des paramètres identitaires des catholiques de Toronto et des francophones de Montréal.

Références

- Ancil, Pierre, « Double majorité et multiplicité ethnoculturelle à Montréal », *Recherches sociographiques*, vol. 25, n° 3, 1984, p. 441-456.
- Ancil, Pierre, *Le rendez-vous manqué, Les Juifs face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture (IQRC), 1988.
- Ancil, Pierre, « Rien de plus qu'une tolérance légale », *Le Devoir*, 6 mai 1999.
- Anderson, Marc et Jack Jedwab, « Retour vers le futur (commentaire sur le rapport Lacoursière) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, n° 1, automne 1996, p. 48-54.
- Andrade, Miguel Simão, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et l'intégration des immigrants et des minorités ethniques à l'école française de 1947 à 1977 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, n° 4, 2007, p. 455-486.
- Audet, Louis-Philippe, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1608-1971*, 2 volumes, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971.
- Archives of Toronto Catholic District School Board (ATCDSB), Management Committee, *Minutes*.
- Archives of Toronto Catholic District School Board (ATCDSB), TSSB, *Minutes*.
- Archives of Toronto Catholic District School Board (ATCDSB), Hope Commission (Henderson Papers) Box 1. OCEC. *Submission to Hope Commission. To the Royal Commission Appointed to Enquire Into and Report Upon the Provincial Educational System*, 1946.
- Batut, Laurent, « Les écoles catholiques torontoises et l'intégration des "nouveaux Canadiens" au XX^e siècle », dans Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 87-100.
- Behiels, Michael D., « The Commission des Écoles Catholiques de Montréal and the Neo-Canadian Question : 1947-63 », *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques du Canada*, vol. XVIII, n° 2, 1986, p. 38-64.
- Behiels, Michael D., *Le Québec et la question de l'immigration : de l'ethnocentrisme au pluralisme ethnique, 1900-1985*, Ottawa, Société historique du Canada, 1991.
- Careless, James, *Toronto to 1918, An Illustrated History, The History of Canadian Cities*, Toronto, James Lorimer & Company Publishers and National Museum of Man, National Museums of Canada, 1984.

- Carignan, Pierre, « La raison d'être de l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 à la lumière de la législation préexistante en matière d'éducation », *Thémis, La Revue Juridique*, vol. 20, 1986, p. 375-455.
- Charland, Jean-Pierre, « Le réseau d'enseignement public bas-canadien, 1841-1867 : une institution de l'État libéral », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 4, 1987, p. 505-535.
- Charland, Jean-Pierre, *L'entreprise éducative au Québec 1840-1900*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000.
- Choquette, Robert, *Language and Religion: A History of English-French Conflict in Ontario*, Ottawa, University of Ottawa Press, 1975.
- Choquette, Robert, *La foi gardienne de la langue en Ontario : 1900-1950*, Montréal, Bellarmin, 1987.
- Croteau, Jean-Philippe, *Le financement des écoles publiques à Montréal (1869-1973) : deux poids, deux mesures*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, UQAM, 2006.
- Croteau, Jean-Philippe, « Les immigrants et la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal (1864-1931) », dans Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelles, 2006, p. 31-48.
- Curtis, Bruce, *Building the Educational State: Canada West, 1836-1871*, London, Althouse Press, 1988.
- Daly, George Thomas, *Catholic Problems in Western Canada*, Toronto, The Macmillan Company of Canada Limited, 1921.
- Daly, George Thomas, *Catholic Action, Church and Country*, Toronto, The Macmillan Company of Canada Limited, 1927.
- Dixon, Robert T., *The Ontario Separate School System and Section 93 of the British North America Act*, thèse de doctorat (éducation), Toronto, University of Toronto, 1976, 854 p.
- Dixon, Robert T., *We Remember, We Believe, A History of Toronto's Catholic Separate School Boards, 1841 to 1997*, Toronto, Toronto Catholic District School Board, 2007.
- Gaffield, Chad, *Language, Schooling and Cultural Conflict: The Origins of the French-Language Controversy in Ontario*, Kingston, Ontario, McGill-Queen's University Press, 1987.
- Gagnon, Robert, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Montréal, Boréal, 1996.
- Gagnon, Robert, *Anglophones at the CECM*, Montréal, CECM, 1996.

- Gagnon, Robert, « Pour en finir avec le mythe : le refus des écoles catholiques d'accepter les immigrants », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, n° 1, 1997, p. 121-141.
- Gagnon, Robert, « Pour en finir avec le mythe », *Le Devoir*, 1^{er} -2 mai 1999.
- Gervais, Gaétan, « Le Règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18, 1996, p. 124-186.
- Heap, Ruby, « Les relations Église-État dans le domaine de l'enseignement primaire public au Québec : 1867-1899 », *Société canadienne de l'histoire de l'Église catholique* (SCHEC), Sessions d'études, n° 50, 1983, p. 183-199.
- Houston, Susan E. et Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988.
- Juteau, Danielle, « Du dualisme canadien au pluralisme québécois », dans Marie McAndrew et France Gagnon (dir.), *Relations ethniques et éducation dans les sociétés divisées*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 13- 25.
- Lang, Stéphane, *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire, (1910-1968)*, thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2003.
- Lanouette, Mélanie, *Penser l'éducation, dire sa culture, Les écoles catholiques anglaises au Québec (1928-1964)*, thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 2004.
- Lanouette, Mélanie, « Les manuels scolaires anglo-catholiques durant la première moitié du XX^e siècle », dans Benoît Aubin (dir.), assisté de Michel Allard, Soraya Bassil et Monique Lebrun, *300 ans de manuels scolaires au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, p. 64-71.
- Laurendeau, André, « Une politique de cannibale? », *Le Devoir*, 31 janvier 1956.
- Léger, Jean-Marc, « Immigration : Problème social, drame national », *Le Devoir*, 11 décembre 1957.
- Lemon, James, *Toronto since 1918, An Illustrated History, The History of Canadian Cities*, Toronto, James Lorimer & Company Publishers and National Museum of Man, National Museums of Canada, 1985.
- Linteau, Paul-André, « La montée du cosmopolitisme montréalais », *Question de culture*, n° 2, 1982, p. 23-54.
- MacDonald, Neil et Alf Chaiton, *Egerton Ryerson and His Times*, Toronto, Macmillan Company of Canada Limited, 1978.
- MacLeod, Roderick et Mary Anne Poutanen, *A Meeting of the People, School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801-1998*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004.

- Magnuson, Roger P., *The Two Worlds of Quebec Education During the Traditional Era, 1760-1940*, London, The Althouse Press, 2005.
- Mair, Nathan H., *Protestant Education in Quebec, Notes on the History of Education in the Protestant Public Schools of Quebec*, Québec, Comité protestant, Conseil supérieur de l'éducation, 1981.
- Mair, Nathan H., *Recherche de la qualité à l'école publique protestante du Québec*, Québec, Comité protestant, Conseil supérieur de l'éducation, 1981.
- Maxwell, Thomas R., *The Invisible French, The French in Metropolitan Toronto*, Waterloo, The Wilfrid Laurier University Press, 1977, 174 p.
- McGowan, Mark G., *The Waning of the Green, Catholics, the Irish and Identity in Toronto, 1887-1922*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999.
- McGowan, Mark G., « Roman Catholics (Anglophone and Allophone) », dans Paul Bramadat et David Seljak (dir.), *Christianity and Ethnicity in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 49-100.
- McGowan, Mark G., *Enduring Gift Catholic Education in the Province of Ontario*, Toronto, University of St. Michael College, Ontario Catholic School Trustee's Association, 2011.
- McNeil, Neil, *School Problems, By the Archbishop of Toronto*, Toronto, EDSP02.01. Archives of Roman Catholic Archdiocese of Toronto (ARCAT), February 1924, 28 p.
- « National Unity and Schools », *The Catholic Register*, 4 août 1932.
- Nicolson, Murray W., « Irish Tridentine Catholicism in Victorian Toronto: Vessel for Ethno-Religious Persistence », *Canadian Catholic History Association (CCHA), Study Sessions*, vol. 50, 1983, p. 415-436.
- Nicolson, Murray W., « Irish Catholic Education in Victorian Toronto: An Ethnic Response to Urban Conformity », *Histoire sociale – Social History*, vol. 17, 1984, p. 287-306.
- Nicolson, Murray W., « The Other Toronto: Irish Catholics in a Victorian City, 1850-1900 », dans Gilbert Stelter and Alan Artibise (dir.), *The Canadian City*, Ottawa, Carleton University Press, 1984, p. 328-359.
- Perin, Roberto, *L'Église des immigrants, Les allophones au sein du catholicisme canadien, 1880-1920*, Ottawa, Société historique du Canada, 1998.
- Prentice, Alison, *The School Promoters, Education and Social Class in Mid-Nineteenth Century Upper Canada*, Toronto, McClellan & Stewart Inc, 1977.

- Power, Michael, *A Promise Fulfilled, Highlights in the Political History of Catholic Separate Schools in Ontario*, Toronto, Ontario Catholic School Trustee's Association, 2002.
- Rome, David et Jacques Langlais, *Juifs et Québécois, 200 ans d'histoire commune*, Montréal, Fides, 1986.
- Stamp, Robert M., *The Schools of Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, Ontario Historical Studies Series, 1982.
- Stamp, Robert M., *The Historical Background of Separate Schools in Ontario*, Toronto, Ontario Ministry of Education, 1985.
- Taddeo, Donat J. et Raymond C. Taras *Le débat linguistique au Québec, La communauté italienne et la langue d'enseignement*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal (PUM), 1987.
- Tulchinsky, Gerald, *Branching Out, The Transformation of the Canadian Jewish Community*, Toronto, Stoddart, 1998.
- Tumbo, Enrico Carlson, « Impediments to the Harvest: The Limitations of Methodist Proselytization of Toronto's Italian Immigrants, 1905-1925 », dans Brian P. Clarke et Mark G. McGowan (dir.), *Catholics at the « Gathering Place », Historical Essays on the Archdiocese of Toronto, 1841-1991*, Toronto, Dundurn Press, 1993, p. 155-176.
- Walker, Franklin, *Catholic Education and Politics in Upper Canada*, Toronto, J. M. Dent & Sons Ltd., 1954.
- Walker, Franklin, *Catholic Education and Politics in Ontario*, Toronto, Thomas Nelson & Sons Ltd., 1964.
- Walker, Franklin, *Catholic Education and Politics in Ontario: From the Hope Commission to the Promise of Completion (1945-1985)*, Toronto, Catholic Education Foundation of Ontario, 1986.